

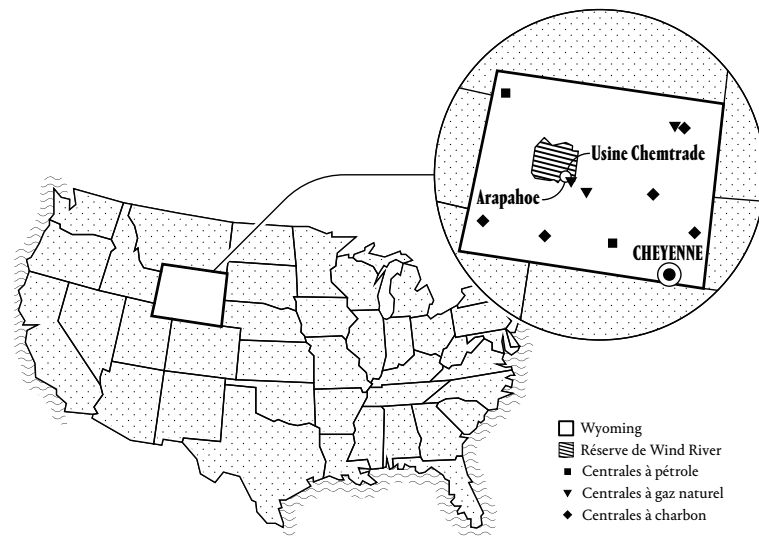
DANS LE WYOMING,

L'INDUSTRIE FOSSILE RÈGNE EN DESPOTE

Plus de 70% de l'électricité produite dans l'État l'est par combustion du charbon. La centrale Jim Bridger est un des sites les plus pollués du pays en termes de cendres de charbon.



texte CAMILLE MADERA photos REGARD BRUT



Surnommé «*Cowboy State*», le très conservateur État du Wyoming est quadrillé par les industries fossiles qui empoisonnent les terres, gangrènent les institutions et font taire les voix discordantes. Qu'il s'agisse de pétrole, de gaz, de charbon ou d'uranium, la manne extractiviste finance une véritable omertà, qui permet de passer sous silence les ravages sociaux et environnementaux de ces exploitations.

Tous les jours en sortant de chez elle¹, Little Wind Carpenter passe en voiture devant les grilles de l'usine Chemtrade. «*La voir quotidiennement me fait beaucoup de peine, sou-pire-t-iel, je suis en colère à cause du nombre de per-sonnes décédées du cancer dans notre communauté.*» Construit dans la réserve amérindienne de Wind River au milieu du XX^e siècle, le site a d'abord accueilli une usine d'enrichissement d'uranium, devenue par la suite lieu de stockage de déchets radioactifs. Aujourd'hui, c'est une usine d'acide sulfurique qui occupe les lieux. Initialement,

le terrain appartenait à son grand-père, exproprié. Un petit cimetière s'y trouvait, avec les tombes de leurs ancêtres. Cet accaparement a tourné au cauchemar pour la communauté Arapaho vivant à proximité. Big Wing Carpenter, adelphe de Little Wind², accuse ouvertement les installations chimiques suc-cessives d'avoir pollué les sols et les ressources en eau: «*Les gens sont aveugles, ils ont des malforma-tions. Il y a une haute concentration de cas de cancers dans les environs et personne n'en parle.*» Pour les deux,

ce silence s'explique par les compensations finan-cières et les accords de confidentialité signés par les riverains avec l'entreprise, qui empêchent toute voix de s'élever. Little Wind dépense chaque mois une centaine de dollars pour ache-ter de l'eau en bouteille. Celle du robinet est imbuvable, contaminée. Leur oncle Kent est quant à lui atteint d'un cancer du côlon en phase 3, stade précédant celui de la métastase. Cette situation extrême est emblématique des dégâts de l'industrie extractiviste au Wyoming: accaparement des ressources et des terres, pollu-tions environnementales, impacts sanitaires et invisibilisation des conséquences par l'argent ou la coercition se retrouvent aux quatre coins de ce territoire d'où l'on extrait simultanément pétrole, gaz, charbon et uranium.



ARRIÈRE-PLAN

À Sinclair, l'entreprise pétrolière éponyme exploite un complexe de raffinerie lugubre. Au Wyoming, certaines villes portent le nom des entreprises.

PREMIER PLAN

À Bairoil, on compte presque autant d'habitants que de forages pétroliers. Les maisons jouxtent les puits, le terrain de jeu est si proche des installations qu'un ballon peut facilement y être égaré.



HAUT

Aux abords de la mine de Eagle Butte, une plateforme est aménagée pour permettre aux badauds d'observer le va-et-vient des machines. L'extractivisme est érigé en spectacle.

BAS

Big Wind Carpenter, militant-e écologiste connu-e, observe les forages pétroliers, non loin de la réserve de Wind River. C'est dans cette région que sont apparus les premiers sites d'extraction de pétrole de l'État, au XIX^e siècle.

«UN GOUVERNEMENT GÉRÉ PAR LES ENTREPRISES»

L'extraction et la transformation de ces ressources restent à ce jour le cœur battant de l'économie du Wyoming et expliquent, depuis le milieu du XIX^e siècle, l'installation par vagues des populations blanches selon les cycles de contraction-expansion du secteur. Avec deux des trois plus grosses mines de charbon au monde, l'État est depuis 1986 le premier producteur du pays, concentrant 40% du total national en 2022. Les neuf milliards de dollars générés en cette même année par l'industrie pétrolière et gazière représentent près de 20% du PIB de l'État, bien devant le tourisme, deuxième secteur économique, évalué à 2,5 milliards. C'est aussi dans le Wyoming que se trouvent les plus grandes réserves d'uranium des États-Unis.

Au-delà des emplois concernés et de cette mono-activité économique, le complexe industriel s'insinue dans les sphères politiques du fait de son poids dans les finances publiques: en l'absence de taxe sur les revenus, seules les entreprises contribuent au budget du Wyoming. Le secteur s'en vante explicitement: «*Tous ceux dont les enfants fréquentent les écoles publiques savent que la grande majorité du financement du système éducatif provient de l'industrie de l'énergie*», se targue Ryan McConaughy, porte-parole et vice-président du lobby Petroleum Association of Wyoming (PAW). «*Nos services publics de base sont financés par l'industrie. L'année dernière, l'industrie [pétrolière et gazière] a payé plus de 2,4 milliards de dollars d'impôts à l'État du Wyoming.*»

Une manne pétrolière aussi pesante qu'influente, qui entraîne des conflits d'intérêts flagrants. Pour Maria Katherman, biologiste investie dans l'association Powder River Basin Resource Council, cela explique par exemple que certains capteurs posés par le Department of Environmental Quality (DEQ), un des organismes chargés de contrôler le respect des normes et des réglementations, se retrouvent parfois à des distances aberrantes des sites industriels concernés par les mesures. «*Les agents du DEQ sont payés par l'industrie extractiviste, cette même industrie qu'ils sont censés surveiller*», déplore-t-elle, avant de conclure: «*Au Wyoming, le DEQ travaille en réalité pour l'industrie.*» Little Wind dénonce ce même département, qui «*pousse l'agenda de l'industrie des énergies fossiles. Ils éludent les questions dérangeantes et mentent éhontément.*» Pour Maria Katherman, «*ce n'est pas de la corruption en soi, c'est plutôt un gouvernement géré par les entreprises*».

UNE HÉGÉMONIE SOUTENUE PAR UNE LOGIQUE D'ORGUEIL ET D'IDENTITÉ

Difficile de la contredire. L'observation du paysage politique wyomingois et de l'activité parlementaire locale laisse souvent perplexe. En janvier 2025, une sénatrice a par exemple proposé un texte de loi interdisant la qualification du CO₂ comme substance polluante. En 2023, une résolution symbolique (abandonnée depuis) visait à interdire la vente de véhicules électriques à horizon 2035. Alors que les discours climato-négationnistes se heurtent à la réalité du Wyoming, où les glaciers fondent à vue d'œil et les forêts brûlent, les intérêts du secteur sont ménagés, quitte à recourir à une propagande anti-science.

Les responsables politiques mobilisent aussi les affects d'une population déjà très conservatrice³, faisant de l'industrie un facteur d'identité à part entière et de fierté dans la société. Ainsi, la ville de Gillette est la «capitale énergétique de la nation», Edgerton se déclare quant à elle le foyer de la «fierté pétrolière». Dans le *Cowboy State*, les «cols bleus» de l'industrie sont parfois perçus comme des cowboys des temps modernes qui perpétuent un ensemble de valeurs judéo-chrétiennes, virilistes et traditionnelles, celles de l'homme qui subjugue la nature et, par un labeur physique et dangereux, en extrait les ressources qui sont à sa disposition. Comme les cowboys, toujours bien actifs dans l'État, ils apportent de l'énergie, sous forme de carburant, aux ventres des machines, les moteurs.

Dans ce contexte, toute régulation, norme ou politique environnementale est perçue comme une menace littéralement existentielle, une critique de l'essence même de ce que sont cet État et sa population. Ajoutées à cela, les conditions de travail et la précarité du marché alimentent la sensation d'un mépris de classe de la part des «élites» urbaines démocrates dont les velléités environnementales sont perçues comme hors-sol et faisant partie d'un agenda «wokiste». En somme, il s'agit de rendre indissociable le destin de l'État de celui de l'industrie: «*L'État vit et meurt au gré de l'industrie de l'énergie*», résume Ryan McConaughy du Petroleum Association of Wyoming.

«L'État nous a forcés à nous installer sur ces terres avant de se rendre compte qu'elles renfermaient d'immenses ressources»





Les discours climato-négationnistes se heurtent à la réalité. Ici, la forêt nationale Bridger-Teton a été dévastée par un incendie en 2024.

«SI TU PARLES, TA VIE VA DEVENIR UN ENFER»

Avec un tel bagage émotionnel et une dépendance économique réelle, la population se retrouve totalement acquise aux intérêts des entreprises. Les quelques voix qui osent contredire cet assentiment unanime sont bien isolées. Chrissy Nardi, habitante de Lander et diplômée en santé-environnement, est résignée: «On ne peut pas gagner contre eux, on peut toujours dénoncer ce qu'il se passe, mais on est si peu nombreux ici. Si tu parles, ta vie va devenir un enfer parce que l'industrie est à tous les niveaux. C'est vraiment difficile dans une petite communauté.»

Dans cet immense État quasi-désertique⁴, les ramifications de l'industrie fossile sont telles que chacun a un proche qui en fait partie ou en dépend. Toute résistance, vite remarquée, peut conduire à une discrimination au logement ou à l'emploi. Maria confie qu'elle ne peut s'exprimer librement de peur de représailles: «Si mes voisins savaient ce que je pense, je m'attendrais à ce que des choses m'arrivent, que le baril en haut de chez moi soit la cible de tirs [en guise de menace, ndlr].» Retraîtée, elle avoue qu'elle n'aurait sans doute pas accepté l'interview si elle travaillait encore dans l'établissement où elle enseignait, par crainte d'un licenciement. Plus qu'une ostracisation, c'est une véritable répression qui peut s'abattre sur celles et ceux qui

dénoncent les dégâts ou organisent des marches de contestation, qui parviennent tout de même à réunir quelques milliers de personnes. Les pouvoirs publics s'en mêlent: «ils ont passé ma maison au peigne fin en mon absence et ils ont volé des documents à de multiples reprises», témoigne Chrissy. Après l'attribution surprenante d'un nouveau logement, Little Wind commence à se poser des questions: «Tous mes voisins étaient flics. J'ai commencé à me demander si on ne m'avait pas donné la possibilité de vivre ici simplement pour qu'ils soient à proximité...» Isolement et peur des représailles découragent plus d'un militant: «Je ne m'investis plus à cause de la répression policière», confesse Chrissy. «Je ne veux plus être suivie ici, je veux simplement vivre ma vie et ne plus me soucier de tout cela, car ça ne mène nulle part. Les seuls résultats, c'est les filatures et une grosse cible dans le dos.»

RACISME ENVIRONNEMENTAL ET NÉOCOLONIALISME DANS LES TUYAUX

Dans la réserve amérindienne de Wind River, ces intimidations s'inscrivent dans une logique de racisme environnemental et perpétuent l'entreprise coloniale américaine. S'ensuit un processus d'infériorisation systématique des



Little Wind Carpenter, son père et son oncle Kent vivent à côté de l'usine Chemtrade. Ce dernier, à gauche, accuse les entreprises successives d'être responsables du cancer du côlon en phase 3 dont il souffre.

peuples autochtones, étape nécessaire dans l'exploitation des ressources, éclaire le Zetkin Collective dans l'ouvrage *Fascisme fossile* (La Fabrique, 2020): «L'accaparement et l'empoisonnement de leurs terres n'est admissible que si leur valeur humaine est diminuée.» Créée dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, la réserve est devenue la prison à ciel ouvert⁵ de deux tribus amérindiennes historiquement ennemies, forcées par l'État fédéral à y cohabiter, privant ainsi certains de leur mode de vie nomade ancestral. Big Wind explique: «L'État nous a forcés à nous installer sur ces terres, supposément les moins exploitables ou valorisables avant de se rendre compte, 50 ans après avoir signé les traités, qu'elles renfermaient d'immenses réserves de ressources dont ils avaient besoin pour leur révolution industrielle. Et c'est comme ça qu'ils ont commencé à voler nos terres.» La Commission Énergie de la réserve, organe qui conseille le gouvernement intertribal sur les questions énergétiques, abonde: «Le gouvernement fédéral a demandé à exploiter certaines terres appartenant aux tribus, qui ont refusé. Alors ils ont créé des institutions et des lois arrangeantes et saisi les terres. On a toujours affaire à ça aujourd'hui.» Les traités bafoués constituent bien une base juridique pour s'opposer à ces accaparements mais les «armées d'avocats» dont s'entoure le gouvernement fédéral rendent le combat impossible pour la réserve, déjà sinistrée économiquement⁶. Ce vol de terres et de ressources s'accompagne d'un mépris pour l'environnement et les populations qui y vivent. Enfant, Big Wind se baignait et pêchait dans une crique polluée par les hydrocarbures: «Je n'avais pas le bon vocabulaire à l'époque, mais c'était du racisme environnemental. En fait, les gouvernements utilisaient des failles juridiques pour polluer notre milieu de vie parce qu'ils pensaient que nous serions les moins à même de protester.» Le retour de Donald Trump, fanatique des énergies fossiles à la Maison Blanche, n'augure rien de bon.

Encore traumatisé-e par l'agression policière à motif raciste dont iel a été victime il y a quelques mois, Little Wind est inquiet-e: «Depuis sa réélection, on sent que l'atmosphère a changé. Les gens ne se sentent plus en sécurité, même dans la réserve, parce qu'il y a beaucoup de partisans de Trump qui vivent là, et ils pensent qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent. Et techniquement, ils le peuvent.» 

1. Ellui est un pronom tonique de la troisième personne du singulier, non généré, contraction de elle et lui. Plus bas, iel est un pronom personnel sujet, non généré également.
2. Little Wind et Big Wind Carpenter s'identifient comme deux-esprits (*two-spirit*), un troisième genre issu de certaines cultures amérindiennes (ici, l'ethnie des Arapaho).
3. Dans certains comtés, les scores de Donald Trump frôlent les 90%. Il est intéressant de noter que les comtés où sa victoire est la plus écrasante correspondent à la région du Powder River Basin, l'un des plus importants gisements houiller du monde.
4. Avec un demi-million d'âmes réparties sur un territoire équivalent à la moitié de la France métropolitaine, le Wyoming est l'État le moins peuplé du pays et le deuxième moins densément peuplé, après l'Alaska.
5. Jusqu'en 1924 au moins, les Amérindiens devaient obtenir un permis pour quitter la réserve.
6. Dans la réserve de Wind River, le chômage est endémique et l'espérance de vie au début des années 2010 était de 49 ans, bien en deçà des statistiques nationales.

